Séance du 11 novembre 2024 à 19 heures 00**SÉANCE ORDINAIRE**

Présidence : **Monsieur Aloys BAUDET**

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 octobre 2024.
2. Communications du bureau du Conseil municipal.
3. Communications du Maire et des Adjointes.
4. Deuxième présentation du budget 2025.
5. Attribution du Mérite choulésien – commission à saisir.
6. Rapport des commissions.
7. Projets de délibérations, de motions et de résolutions.
 - a) Approbation de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2024 destiné à un amortissement complémentaire pour la réalisation des aménagements de surface du hameau de Bonvard (projet de délibération n° 302/24).
 - b) Approbation de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2024 destiné à un amortissement complémentaire pour les travaux de la mise en séparatif des canalisations du hameau de Bonvard (projet de délibération n° 303/24).
 - c) Approbation de l'octroi d'un crédit complémentaire pour les travaux de réfection de la toiture de la salle polyvalente (projet de délibération n° 304/24).
8. Propositions du Maire et des Adjointes.
9. Propositions individuelles et questions.

Présents : Mmes Léonore COMIN, Nathalie FAVRE, Yvette GUIBERT
MONGILARDI, Carole MATHEZ, Franziska PILLY SCHLUEP et
Christine SCHAUB

MM. Jean BINDER, Lucien DERUAZ, Pascal DROZE,
Quentin MEYLAN, Jérôme SCHÖNI et Brett THEUS

Exécutif : M. Christophe SENGLLET, maire
Mme Delphine KRÄHENBÜHL, adjointe
Mme Anne MEYLAN, adjointe

Procès-verbal : Mme Emmanuelle MAIA

M. A. Baudet, président, ouvre la séance du Conseil municipal à 19h.

En l'absence de toute remarque, l'ordre du jour est considéré comme approuvé à l'unanimité des personnes présentes.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 octobre 2024

M. A. Baudet passe en revue, page par page, le procès-verbal de la séance du 14 octobre 2024.

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité des membres présents avec remerciements à son auteur.

2. Communications du bureau du Conseil municipal

M. A. Baudet annonce la décision de l'assemblée générale de l'ACG du 16.10.2024 relative à l'attribution, par le Fonds intercommunal (FI), d'une subvention d'investissement de 1'000'000.- francs à la commune du Grand-Saconnex pour l'achat du matériel d'exploitation, de médiation et d'exposition du projet du Musée de la bande dessinée. Le délai d'opposition des Conseils municipaux est fixé au 05.12.2024.

M. A. Baudet est dispensé de lire l'intégralité du document.

Le Conseil municipal en prend acte.

Les décisions suivantes (cf. PV du 16.09.2024) sont entrées en force, malgré l'opposition de certaines communes :

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative à l'octroi, en 2025, par le Fonds intercommunal, d'une subvention d'investissement de 10'000 francs à chaque nouvelle place de crèche créée et mise à disposition.

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative à la participation, en 2025, du Fonds intercommunal au financement du Bibliobus intercommunal.

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative au financement, en 2025, par le Fonds intercommunal, de l'enveloppe attribuée à des dépenses culturelles diverses pour un montant de 1'500'000 francs.

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative au financement, en 2025, par le Fonds intercommunal, de l'enveloppe attribuée à des dépenses sportives diverses pour un montant de 350'000 francs.

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative au financement, en 2025, par le Fonds intercommunal, des investissements informatiques généraux pour un montant de 1'000'000 francs.

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative à la participation, en 2025, du Fonds intercommunal aux charges de fonctionnement du Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) pour un montant de 7'400'000 francs (oppositions de Cologny, Laconnex et Soral).

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative à l'octroi, en 2025, par le Fonds intercommunal à la Ville de Genève, d'une subvention de 2'500'000 francs représentant la participation des communes aux charges de fonctionnement du Grand Théâtre (opposition de Laconnex).

– Décision de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises relative à la participation, en 2025, du Fonds intercommunal au financement de l'acquisition de 6 minibus pour la prestation du Bibliobus intercommunal (oppositions de Laconnex et Russin).

M. C. Senglet précise qu'il faut deux tiers des communes pour s'opposer à une décision de l'ACG.

M. A. Baudet évoque le courrier du 16.10.2024 de l'association suisse des amis d'Haïti, qui est renvoyé à la commission Sociale-Aînés (SA).

3. Communications du Maire et des Adjointes

Mme D. Krähenbühl résume l'avancée de différents dossiers.

– La traditionnelle réunion avec l'école, le parascolaire, l'APECH et la commission Scolaire-Jeunesse-Petite enfance (SJPE) a eu lieu le 25 octobre. Celle-ci a notamment permis d'organiser la fête de l'Escalade, qui aura lieu le 12.12.2024 ; les élus de bonne volonté seront les bienvenus pour la préparation de la soupe. Chacun a pu, lors de cette séance, présenter ses projets ; tout s'est très bien passé.

– **Mmes D. Krähenbühl** et **A. Meylan** ont participé, le mercredi 30 octobre, à une réunion à Jussy avec les gardes ruraux, les agriculteurs et les magistrats. Celle-ci avait pour but de faire le point sur l'action des gardes ruraux et d'échanger avec les agriculteurs. Les problématiques majeures restent la lutte contre le stationnement sauvage sur la zone agricole et les incivilités des propriétaires de chiens. Au début, les gardes ruraux concentraient leurs efforts sur la pédagogie. Depuis quelque temps, ils verbalisent les contrevenants. Malheureusement, les gens ne se sentent pas forcément concernés. Les gardes ruraux auraient besoin d'un soutien plus visible des actions mises en place. Ils ont par exemple apprécié la pose des panneaux « interdiction de stationner » notamment sur le chemin des Landions.

Les Exécutifs de Seymaz-Région réfléchissent également à une communication sur les problématiques de la zone agricole ; un petit groupe de travail a été constitué. Les agriculteurs les plus proches de la zone de la Seymaz ou des lieux de promenade sont les plus impactés. Contact sera pris avec le SCAV afin d'étudier la possibilité de diffuser une information concrète aux habitants qui viennent acheter la médaille.

– **Mme D. Krähenbühl** et **M. C. Senglet** ont, le 6 novembre dernier, rendu visite à une nonagénaire. Ils ont pris beaucoup de plaisir à la rencontrer lors de ce moment très sympathique.

– Le 8 novembre dernier, **Mme D. Krähenbühl** a assisté à une réunion à l'OCT organisée par **M. Pierre Maudet** suite à la lettre des communes d'Arve et Lac concernant la problématique récurrente du trafic frontalier. Des événements récents, comme la fermeture de la douane de Pierre-à-Bochet, ont encore complexifié la situation sur les communes limitrophes. Globalement, depuis la mise en service du Léman Express, le trafic transfrontalier a diminué ; ce transport public a désormais atteint un plafond et est saturé. Malheureusement, jusqu'à 2030, la marge de manœuvre pour augmenter la fréquentation restera limitée. Autre bonne nouvelle : l'extension de TPGFlex à toute la zone Arve et Lac dès le 15.12.2024. Le canton a décidé, sur la recommandation des communes, de ne faire qu'une seule zone. Après une année d'exploitation, le

bilan est comparable à la région Champagne, ce qui est positif et de bon augure pour la suite.

Concernant une autre préoccupation des communes, à savoir la future 2x2 voies Machilly-Thonon, le canton étudiera des mesures afin d'accompagner cette réalisation qui risque d'apporter des véhicules supplémentaires. Mais lesdites mesures n'auront pas forcément un impact notable.

- Déchetterie mobile : le tous-ménages annonçant le changement de système pour la collecte des déchets encombrants a été diffusé. La voirie de Vandœuvres n'étant pas terminée, la date à laquelle celle-ci pourra être utilisée sera communiquée ultérieurement.
- Politique de stationnement : les courriers d'information à la population seront diffusés début décembre. Les habitants concernés par ces mesures pourront dès ce moment-là demander leur macaron à la Fondation des Parkings jusqu'au 01.02.2025, date de la mise en service du système.

Mme A. Meylan fait un point de situation sur les projets en cours.

- La réunion du cartel des sociétés a eu lieu le 15 octobre. De nombreuses demandes sont parvenues, ce qui prouve le dynamisme des sociétés choulésiennes, ce dont **Mme A. Meylan** se réjouit. Malgré l'agenda serré, notamment début 2025, il a été possible de contenter tout le monde.
- Pendant les vacances d'octobre, la place de jeux a été rehaussée afin d'éviter la dispersion de la pesette et les marquages de jeux au sol ont été réalisés.
- Les travaux de mise en conformité des arrêts de bus de Choulex-Village ont démarré. Ils se poursuivront pendant quelques semaines.
- Pour répondre à la question de **M. J. Binder** lors du dernier Conseil, la place des vélos à Chevrier sera normalement terminée cette semaine.
- Des interventions ponctuelles sont prévues cette semaine à la Vy-Creuse, ainsi que sur les routes de Choulex (devant l'Église) et de Chevrier, dans le cadre des travaux de rénovation des routes.
- La Mairie a choisi d'animer la fenêtre du 5 décembre du calendrier de l'Avent organisé par l'APECH. Un chœur gospel se produira à la salle de rythmique et un petit apéritif sera offert.

M. C. Senglet évoque la séance du 7 novembre du Conseil intercommunal du groupement SIS, à savoir d'une part le volet financier et, d'autre part, l'avancement des travaux qui concernent l'intégration des sapeurs-pompiers volontaires (SPV) au sein du groupement. **M. C. Senglet** avait pour l'occasion invité les deux Adjointes à participer à ce Conseil, afin d'assurer une bonne transition avec la prochaine législature.

Le budget du SIS a été voté lors de la précédente séance ; les charges de fonctionnement sont arrêtées à 80,351 mios, et le budget d'investissement 2025 se monte à 10 mios. Les budgets d'investissement du SIS sont assez conséquents à l'heure actuelle ; pour la tranche de 2025 à 2033, 60 mios d'investissements sont prévus. Ceux-ci comportent les véhicules, la centrale d'alarme, les systèmes informatiques. Le coût de l'autonomisation du SIS est conséquent, car la partie administrative, y compris RH, salaires, etc., était assurée par la Ville de Genève. S'ajoutent d'énormes investissements pour la mise en place et le suivi de l'ensemble des procédures nécessaires au bon fonctionnement d'une centrale d'alarme compte tenu des développements technologiques. Par exemple le

prestataire de service principal au niveau des télécommunications, à savoir Swisscom, connaît parfois des problèmes. Afin d'être joignable en tout temps, le SIS a dû s'équiper d'un réseau de secours auprès d'un autre opérateur, ce qui a un coût.

Bien qu'assez conséquents, les investissements devraient diminuer au fur et à mesure de l'autonomisation du GSIS.

Les mécanismes salariaux représentent 1,5 mio par année, soit environ 2 % du budget. À terme, les statuts du personnel devraient être revus par la commission RH.

Concernant les SPV, un groupe de travail avait été formé et quatre compagnies-pilotes choisies : Vernier, Versoix, Cologny et Chancy. Les commandants de ces compagnies ont fait des retours plus que positifs et sont très heureux de participer à ce processus. Étant donné que le canton comprend des communes urbaines, suburbaines et de campagne, les compagnies sont assez disparates en termes d'activités. Si les communes de campagne sont moyennement occupées, les compagnies de SPV des communes urbaines comme Vernier sont débordées (25 à 30 interventions par semaine). On peut comprendre aisément l'épuisement des SPV, qui ont également des activités professionnelles.

De plus, si la relève existe dans beaucoup de compagnies au niveau des sapeurs, les candidats se bousculent de moins en moins au portillon pour les postes de cadres (officiers et commandants), qui requièrent beaucoup de temps et de tâches administratives. Il faut ajouter à cela les changements sociétaux. À l'époque, les compagnies de SPV étaient plutôt considérées comme des sociétés communales. Elles deviennent de plus en plus des corps organisés, avec des contraintes qui augmentent. Et les jeunes ont de moins en moins de temps à consacrer au volontariat, tant pour des raisons familiales que professionnelles. À l'heure actuelle, les SPV consacrent l'intégralité de leur temps de volontariat entre 18 et 27 ans.

La politique de recrutement et l'intégration au groupement des compagnies de SPV à dix ans ont été revues. Celles qui intègrent le groupement auront des tâches élargies. Les SPV auront accès à de nombreuses spécialisations telles que : poste médical avancé, transport d'eau, sauvetage/déblaiement, centrale d'alarme, poste de commandement, NRBC (tout ce qui est chimique, nucléaire, radioactif), etc. Les SPV spécialisés auront la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire cantonal.

Les commandants volontaires interrogés sont pour l'instant assez enthousiastes sur ce système. Une intégration des SPV dans le groupement implique non seulement une volonté de la compagnie, mais aussi une décision du Conseil municipal, car ladite compagnie ne sera plus sous les ordres des magistrats communaux, mais du groupement.

Le processus sera long, indique **M. C. Senglet** en présentant la résolution votée par le Conseil intercommunal. Cette dernière, qui n'a pas d'aspect contraignant, permettra au comité de poursuivre les travaux afin de fixer le cadre. Les communes auront jusqu'au 15.01.2025 pour transmettre leurs éventuelles remarques.

Une fois que le règlement aura été formellement validé par le Conseil intercommunal, normalement en juin 2025, il sera contraignant et permettra d'intégrer les premières compagnies-tests en janvier 2026. Les compagnies seront progressivement absorbées et, d'ici dix ans, l'opérationnel pourra dégager une

vision d'ensemble et commencer à rationaliser certains équipements, comme les tonnes-pompes, répartir le matériel et les spécialistes par risques.

Il est vrai qu'à partir du moment où les secteurs auront été définis et les compagnies intégrées au groupement, quelques communes pourraient perdre leur local. Mais il est encore beaucoup trop tôt pour le savoir.

M. C. Senglet souligne que le comité et la direction opérationnelle du SIS feront avec les moyens que les autorités politiques leur donneront. De leur côté, les autorités assumeront leurs responsabilités, s'agissant de sécurité.

M. J. Binder souhaiterait plus de détails concernant la répartition des coûts.

M. C. Senglet explique que la règle de répartition pour les SPV sera la même que pour les SPP (sapeurs-pompiers professionnels), à savoir le nombre d'habitants, les risques et emplois. Pour une fois, la Ville de Genève sera défavorisée par ce système. Des mesures correctives sont prévues afin d'éviter de trop grandes disparités ; cependant, le système ne coûterait pas plus cher pour les compagnies.

M. A. Baudet relève que la commune n'aurait plus la possibilité de renégocier le budget avec le commandant de la compagnie.

M. C. Senglet répond qu'à partir du moment où la compagnie intégrera le groupement, la ligne idoine sur le budget communal disparaîtra. Les budgets seront discutés au sein du comité et du groupement intercommunal.

Du coup, les petites communes auront moins de poids que les grandes, relève **M. A. Baudet**.

M. C. Senglet confirme qu'à l'instar de l'ACG, toute décision financière sera faite proportionnellement à la population.

M. J. Binder demande si seuls les quatre commandants des compagnies-pilotes ont été sondés.

M. C. Senglet répond par l'affirmative. Il rappelle qu'une douzaine de communes s'étaient proposées pour participer à la phase-test ; quatre ont été choisies.

M. A. Baudet souhaiterait savoir s'il s'agissait seulement de grosses communes.

M. C. Senglet indique que, sauf erreur, il y avait entre autres Jussy, Hermance et Veyrier.

M. J. Binder relève qu'une adhésion au groupement dépendra de la volonté commune de la compagnie et du Conseil municipal.

Formellement, l'accord de la compagnie ne serait pas nécessaire, explique **M. C. Senglet**. Mais à son avis, pour réussir une réforme, l'adhésion de la base est indispensable.

Ce n'est donc pas une obligation, souligne **Mme N. Favre**.

M. C. Senglet explique qu'une compagnie qui n'intégrerait pas le groupement continuera à fonctionner. Mais elle ne pourra pas sortir de ses missions ni évoluer. Sans compter les impacts de la nouvelle organisation sur les interventions qui seront pilotées par le SIS.

M. A. Baudet rappelle qu'à Jussy, le SIS arrive souvent après les SPV.

M. C. Senglet indique qu'il y a deux ans, la caserne 3 (Frontenex) était ouverte de 7h à 19h. Les SPV étaient sur place bien avant le SIS, qui montait à Jussy depuis la

caserne des Bains. À l'heure actuelle, la caserne de Frontenex est ouverte 24h/24 et alarmée par le 118. Le nouveau concept a été réfléchi de façon à ce que dans 80 % des cas, le SIS arrive en 10 min maximum sur le lieu d'intervention. En conclusion, **M. C. Senglet** relève que la situation entre les SPP et les SPV s'est apaisée.

4. Deuxième présentation du budget 2025

M. C. Senglet présente le projet de budget 2025 modifié suite à la transmission, par l'AFC, des dernières estimations fiscales. Cette nouvelle version ainsi que la liste des amendements ont été transmises en amont de la séance aux élus qui dispensent **M. C. Senglet** de détailler ledit budget.

Le budget 2025 tel que modifié présente un excédent de revenus de 2'727,39 francs. La rétrocession de 100'000.- francs à la commune du bénéfice de la Fondation immobilière a été supprimée, les aides sociales suisses et étrangères réalignées sur le budget 2024, 20'000.- francs de tables pour les restaurants scolaires ont été ajoutés, ainsi que 1'500.- francs pour des activités jeunesse, 5'000.- francs pour la pesette du préau de l'école. À ce propos, **M. C. Senglet** a demandé qu'un point de situation sur les coûts induits par cette place de jeux soit prévu dans quelques mois. Ont encore été ajoutés : 16'000.- francs de tablettes pour le Conseil municipal de la prochaine législature, 1'500.- francs pour les stylos offerts aux promotions civiques, 1'000.- francs pour le Mérite choulésien et 1'100.- francs pour la voirie.

M. C. Senglet prie les élus de communiquer au président de la commission Finances-Sécurité (FS), dans les quinze jours, leurs éventuelles propositions d'amendements. La commission préavisera le budget 2025 le 05.12.2024 et le Conseil municipal votera celui-ci le 15.12.2024.

M. J. Binder demande un complément d'information à propos des 5'000.- francs budgétés pour la pesette.

M. C. Senglet explique que les cantonniers passent plus fréquemment balayer ; la pesette représente donc des coûts d'entretien supplémentaires.

5. Attribution du Mérite choulésien – commission à saisir

M. A. Baudet indique que le Bureau suggère que la commission Animation-Culture-Sports (ACS) gère le Mérite choulésien.

Mme A. Meylan propose au président de fixer une séance avant le prochain Conseil municipal afin d'étudier les dossiers.

6. Rapport des commissions

Agriculture-Environnement-Développement durable (AEDD)

Mme C. Mathez annonce que la commission s'est réunie le 4 novembre. Le PV n'ayant pas encore été envoyé, elle présentera son rapport lors de la prochaine séance.

Aménagement-Mobilité (AM)

M. J. Binder indique que la commission ne s'est pas réunie.

Animation-Culture-Sports (ACS)

M. B. Theus annonce que la commission se réunira le 02.12.2024 pour le Mérite choulésien.

Bâtiments-Préavis (BP)

M. L. Déruaz indique que la commission ne s'est pas réunie.

Finances-Sécurité (FS)

M. J. Schöni annonce que la commission s'est réunie le 28 octobre ; le PV n'a pas encore été transmis. Les commissaires ont assisté à une présentation du projet de plan financier pour la construction de l'entrée ouest du village. La commission a également préavisé favorablement toutes les délibérations inscrites ce soir à l'ordre du jour.

Information-Naturalisations (IN)

Mme C. Schaub indique que la commission ne s'est pas réunie.

Routes-Canalisations-Cimetière (RCC)

M. Q. Meylan annonce que la commission ne s'est pas réunie.

Scolaire-Jeunesse-Petite enfance (SJPE)

Mme L. Comin informe que la commission s'est réunie le 7 octobre. Elle a d'abord étudié le projet de budget 2025. Les commissaires ont ensuite évoqué une activité pour les enfants (feu le goûter-poussettes), car ils ont tous envie d'organiser quelque chose, mais sous quelle forme ? Ils réfléchiront à un concept. Pour finir, l'organisation de l'Escalade, puis une présentation de **Mme D. Krähenbühl** sur la réforme du GIAP et quelques divers ont été traités. La prochaine séance est fixée au 18.11.2024.

Sociale-Aînés (SA)

M. P. Droze indique que la commission s'est réunie le 4 novembre. Le PV n'ayant pas été transmis, **M. P. Droze** annonce quelques dates : repas des aînés le dimanche 02.03.2025, sortie des aînés le mercredi 17.09.2025. La date de la distribution des paniers de Noël 2025 sera fixée par le prochain Conseil municipal. La distribution des paniers de Noël 2024 a été programmée le 04.12.2024 ; rendez-vous est donné aux huit inscrits du matin et aux quatre de l'après-midi le 04.12.2024 à 8h pour la confection des paniers.

Fondation immobilière**Commission des travaux**

M. A. Baudet indique que la commission ne s'est pas réunie

Bureau de la Fondation

M. J. Schöni informe que le Bureau s'est réuni le 28 octobre. Un point a été fait sur les dossiers en cours. Le préavis concernant la rétrocession de 100'000.- francs à la commune du bénéfice de la Fondation immobilière est devenu caduc.

Comité de pilotage entrée ouest

Mme L. Comin annonce que le comité de pilotage ne s'est pas réuni depuis le dernier conseil.

7. Projets de délibérations, de motions et de résolutions

- a) Approbation de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2024 destiné à un amortissement complémentaire pour la réalisation des aménagements de surface du hameau de Bonvard (projet de délibération n° 302/24)

M. A. Baudet donne lecture du projet de délibération N° 302/24. En l'absence de toute remarque ou question, **M. A. Baudet** propose de passer au vote.

Vu l'article 30, al. 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

*Vu le vote du Conseil municipal du 10 septembre 2018 ouvrant un crédit de **3'300'000.- francs** pour la réalisation des aménagements de surface du hameau de Bonvard ;*

Vu le rapport de la commission Finances et Sécurité du 28 octobre 2024, sur proposition de Monsieur le Maire,

le Conseil municipal

décide par 12 voix pour, soit à l'unanimité

1. De procéder à un amortissement complémentaire sur le crédit relatif à la réalisation des aménagements de surface du hameau de Bonvard pour un montant de **300'000.- francs** dans les comptes de l'exercice 2024,
2. De comptabiliser cet amortissement complémentaire sous la rubrique 6150.00.38300.09,
3. D'ouvrir à cet effet un crédit budgétaire supplémentaire 2024 de **300'000.- francs**,
4. De couvrir ce crédit budgétaire supplémentaire par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par le capital propre.

- b) Approbation de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2024 destiné à un amortissement complémentaire pour les travaux de la mise en séparatif des canalisations du hameau de Bonvard (projet de délibération n° 303/24)

M. A. Baudet donne lecture du projet de délibération N° 303/24. En l'absence de toute remarque ou question, **M. A. Baudet** propose de passer au vote.

Vu l'article 30, al 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

*Vu le vote du Conseil municipal du 10 septembre 2018 ouvrant un crédit de **2'300'000.- francs** pour les travaux de la mise en séparatif des canalisations du hameau de Bonvard ;*

Vu le rapport de la commission Finances et Sécurité du 28 octobre 2024, sur proposition de Monsieur le Maire,

le Conseil municipal

décide par 12 voix pour, soit à l'unanimité

1. de procéder à un amortissement complémentaire sur le crédit relatif aux travaux de la mise en séparatif des canalisations du hameau de Bonvard pour un montant de **200'000.- francs** ;
2. de comptabiliser cet amortissement complémentaire sous la rubrique 7206.00.38303.11 « amortissement complémentaire » du patrimoine administratif ;
3. d'ouvrir à cet effet un crédit budgétaire supplémentaire 2024 de **200'000.- francs** ;
4. de couvrir ce crédit budgétaire supplémentaire par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par le capital propre.

- c) Approbation de l'octroi d'un crédit complémentaire pour les travaux de réfection de la toiture de la salle polyvalente (projet de délibération n° 304/24)

M. A. Baudet donne lecture du projet de délibération N° 304/24. En l'absence de toute remarque ou question, **M. A. Baudet** propose de passer au vote.

Vu l'article 30, al. 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

*Vu le crédit d'engagement de **290'000.- francs** voté par le Conseil municipal le 27 février 2023 et approuvé par le Département de la cohésion sociale le 18 avril 2023,*

Vu le rapport de la commission Finances et Sécurité du 28 octobre 2024,

sur proposition de Monsieur le Maire,
le Conseil municipal

décide par 12 voix pour, soit à l'unanimité

1. de procéder à un amortissement complémentaire sur le crédit relatif à la réalisation des travaux de la toiture de la salle polyvalente pour un montant de **281'852,17 francs** dans les comptes de l'exercice 2024,
2. de comptabiliser cet amortissement complémentaire sous la rubrique 2090.10.383.04.01,
3. d'ouvrir à cet effet un crédit budgétaire supplémentaire 2024 de **281'852,17 francs**,
4. de couvrir ce crédit budgétaire supplémentaire par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par le capital propre.

8. Propositions du Maire et des Adjointes

M. C. Senglet a le regret d'annoncer le décès **M. Michel Bertschy**, directeur du SAFCO.

9. Propositions individuelles et questions

Mme C. Mathez a été approchée par des habitants qui souhaitent connaître les emplacements des défibrillateurs et demandent s'il serait envisageable d'en installer davantage au centre du village.

M. C. Senglet croit savoir que la compagnie des sapeurs-pompiers de Choulex dispose d'un défibrillateur dans le véhicule d'intervention. Il serait envisageable d'en installer un vers la fontaine.

Mme N. Favre demande si tout un chacun serait apte à l'utiliser.

M. C. Senglet confirme que ces appareils sont conçus pour cela ; toutes les procédures sont inscrites dessus. Après, il faut tenir compte des aspects émotionnels. En cas d'intérêt, la commune pourrait tout à fait organiser un samedi de formation.

Mme C. Mathez relève que des élèves de l'école sont, en dehors des heures scolaires, entrés dans l'enclos des vaches. La Mairie pourrait-elle, via l'école, prendre des mesures ? Car la présence des veaux pourrait rendre une intrusion dangereuse. Et à qui incomberait la responsabilité, en cas d'accident ?

Mme F. Pilly Schlupe s'est étonnée qu'il n'y ait pas le panneau « vaches allaitantes ».

M. A. Baudet explique que ce panneau s'utilise dans les pâturages traversés par des promeneurs. Mais nul n'est censé passer sous les clôtures.

M. C. Senglet ajoute que la responsabilité incomberait dans ce cas aux parents.

Mme D. Krähenbühl informera les enseignantes.

Mme N. Favre a été approchée par un habitant qui se demandait si l'extinction des éclairages publics avait adopté l'heure d'hiver. En effet, il semblerait que ceux-ci s'éteignent à 21h et s'allument à 5h.

Mme A. Meylan se renseignera.

Mme C. Schaub souhaiterait savoir pourquoi le radar pédagogique se trouve toujours à Bonvard, alors qu'il n'y en a pas dans le village ou à Chevrier.

Mme A. Meylan répond qu'il y a normalement un tournus. Elle se renseignera.

M. A. Baudet clôt la séance à 20h19 et passe la parole au public.